

L'Iran va-t-il développer son propre Internet ?

L'Iran intensifie sa censure sur Internet et prépare le lancement de son intranet "halal".

Le gouvernement iranien fait un pas de plus vers la répression. Téhéran a annoncé ce mercredi de nouvelles restrictions dans les cyber-cafés. Les établissements ont une quinzaine de jours pour s'équiper en caméras de sécurité et devront fournir des informations sur leurs clients.

Les clients des cafés devront à présent fournir leurs nom, adresse, numéro de téléphone et numéro d'identité pour pouvoir utiliser un ordinateur. Les cyber-cafés devront également conserver pendant 6 mois l'historique de navigation de chacun de leur client.

Jusqu'ici les cyber-cafés étaient le point de rendez-vous de beaucoup de jeunes activistes mais étaient aussi utilisés par des Iraniens lambda qui craignaient que leurs ordinateurs personnels soient surveillés.

De plus en plus de sites sont à présent bloqués, et il est plus difficile d'accéder aux réseaux sociaux. Les connexions internet sont de plus en plus en plus ralenties.

Tous ces signes pourraient bien être les prémices d'un intranet iranien qui remplacerait Internet, bannissant évidemment tout contenu non-islamique et trop occidental. Les ralentissements observés cette semaine par les Iraniens seraient d'ailleurs dus à des tests menés sur cet intranet qui pourrait être mis en service d'ici quelques semaines. En mars dernier, déjà, l'Iran avait annoncé le financement d'un intranet iranien de plusieurs millions de dollars pour permettre aux Iraniens d'échapper au contenu corrompu du web. Un officiel iranien l'a même qualifié d'"internet halal, destiné aux Musulmans ayant des exigences éthiques et morales."

Avec toutes ces restrictions, Téhéran tente de contrôler l'information en vue des élections parlementaires du 2 mars que des militants du parti réformiste ont déjà appelé à boycotter. En 2009, des opposants au régime avaient utilisé le net pour organiser des manifestations contre les fraudes électorales.

Depuis 2009, le gouvernement iranien a accentué son contrôle du web pour combattre cette "guerre douce" de culture et d'idéologie. Une cyberpolice a même été créée cette année, elle compterait 250 000 membres.